

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

21 OCTOBRE 2004

Proposition de résolution relative à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

1. Introduction

En raison de leur endettement écrasant, les pays les plus pauvres et bien des pays qui n'ont que des revenus moyens ne sont plus en mesure d'investir dans le bien-être de leur population: eau potable de qualité, alimentation, enseignement, soins de santé, lutte contre la pauvreté, etc. Les rares moyens dont ils disposent doivent être affectés au remboursement de la dette extérieure. L'énormité de la dette de ces pays effraie les investisseurs étrangers et toute réduction de cette dette est conditionnée par des réformes économiques. Ces pays réduisent alors leurs dépenses publiques de manière draconienne: réduction des dépenses sociales, ralentissement des investissements, etc. La compétitivité des entreprises nationales diminue et le chômage augmente.

Bref, la dette internationale porte atteinte à la dignité humaine, aux droits de l'homme et au bien-être des hommes, des femmes et des enfants les plus fragilisés. Elle représente une menace grave pour l'avenir des pays les plus pauvres et des nombreux pays qui n'ont que des revenus moyens.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

21 OKTOBER 2004

Voorstel van resolutie betreffende de schuldkwijtschelding voor de armste landen

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

1. Inleiding

Door een torenhoge schuldenlast kunnen de armste landen en veel landen met een gemiddeld inkomen niet investeren in het welzijn van hun bevolking: veilig drinkwater, voedsel, onderwijs, gezondheidszorg, armoedebestrijding, enz. De schaarse middelen waarover ze beschikken, hebben ze nodig om de buitenlandse schuld af te betalen. Hoge schulden schrikken buitenlandse investeerders af en economische hervormingen worden als voorwaarde opgelegd om schuldvermindering te krijgen. De landen snoeien drastisch in hun overheidsuitgaven: sociale uitgaven verminderen, investeringen vertragen, ... De concurrentiepositie van binnenlandse bedrijven verslechtert en de werkloosheid verhoogt.

Kortom, de internationale schuld heeft een negatief effect op de menselijke waardigheid, de mensenrechten en het welzijn van de meest kwetsbare mannen, vrouwen en kinderen. Ze vormt een ernstige bedreiging voor de toekomst van de armste landen en veel landen met een gemiddeld inkomen.

2. Historique du processus d'annulation de la dette

2.1. Naissance de la dette

Au début des années 70, nombre de pays en développement ont souscrit des emprunts à des taux très favorables auprès de banques occidentales. Une partie de cet argent a été affectée à des projets de développement qui n'ont produit que de maigres résultats, ce qui a compliqué le remboursement des emprunts. Une partie de l'argent a également servi à acheter des armes ou à alimenter des comptes bancaires privés de dirigeants corrompus et de leurs proches.

La crise pétrolière a entraîné, à la fin des années 70, une flambée des taux d'intérêts et un effondrement des prix des matières premières, si bien que les pays en développement ont eu à faire face à des difficultés pour ce qui est du remboursement de leurs emprunts.

En 1982, le Mexique s'est déclaré insolvable. En raison du risque de déstabilisation du système financier international qu'engendrait cette situation, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont repris une grande partie des dettes que le Mexique avait contractées auprès des banques commerciales. L'on a pu obtenir un rééchelonnement de la dette, mais à des conditions très strictes.

Pour gérer la crise de l'endettement, on a pris toute une série de mesures *ad hoc* hétérogènes et, finalement, on a renvoyé de la sorte la solution du problème aux calendes grecques.

Dans la première phase (1982-85), le FMI a donné le ton et a opté pour une gestion ambiguë fondée sur une analyse qui faisait de la crise un problème de liquidité au lieu d'un problème de solvabilité. Dans cette optique, les pays concernés souffriraient d'un manque temporaire de moyens plutôt que d'un problème structurel de capacité. Il n'était dès lors nullement question de procéder à une réduction de leur dette. Il fallait qu'ils remboursent leurs emprunts notamment pour que l'on puisse écarter le spectre d'une crise bancaire internationale. Du coup, le FMI a incité les banques et les gouvernements à consentir de nouveaux prêts pour permettre aux pays en développement de rembourser leurs anciens emprunts. On a également accordé pendant un court laps de temps, à ces pays, un report du remboursement de leur dette. Mais cela ne les a pas beaucoup soulagés. En fait, leur dette n'a fait que s'alourdir.

La deuxième phase a débuté lorsque le Pérou a annoncé qu'il ne rembourserait plus sa dette qu'à concurrence de 10% de ses recettes d'exportation. En réaction à cette annonce, le ministre américain des Finances de l'époque élaborait un plan qui reçut son nom: le plan Baker. Il n'était toujours pas question d'envisager une réduction de la dette. On considérait que seule la croissance permettrait aux pays endettés de sortir de leurs difficultés et qu'en attendant, le

2. Historiek van het schuldkwijtscheldingsproces

2.1. Ontstaan van de schuld

In het begin van de jaren zeventig gingen vele ontwikkelingslanden leningen aan bij Westerse banken aan zeer gunstige tarieven. Een deel van dit geld ging naar ontwikkelingsprojecten met weinig resultaat, hetgeen de terugbetaling van de leningen bemoeilijkte. Een deel van het geld ging tevens naar de aankoop van wapens of privé-bankrekeningen van corrupte regeringsleiders en hun omgeving.

Eind jaren zeventig gingen ten gevolge van de oliecrisis de interestvoeten omhoog en de prijzen van grondstoffen omlaag, waardoor ontwikkelingslanden in moeilijkheden kwamen om de leningen terug te betalen.

In 1982 verklaarde Mexico dat het zijn schulden onmogelijk kon afbetalen. Wegens het risico voor de stabiliteit van het internationale financiële systeem, namen het Internationaal Monetair Fonds en de Wereldbank een groot deel van de schulden van Mexico bij commerciële banken over. De schulden konden gespreid worden, maar die spreiding werd aan strikte voorwaarden gekoppeld.

De aanpak van de schulden crisis vormt evenwel een lappendeken van ad-hocmaatregelen die uiteindelijk het probleem op de lange baan hebben geschoven.

In de eerste fase (1982-85) zette het IMF de toon voor een halfslachtige aanpak door de crisis te analyseren als een liquiditeitsprobleem in plaats van een solvabiliteitsprobleem. Landen zouden eerder een tijdelijk tekort aan middelen hebben dan een structureel capaciteitsprobleem. Schuldvermindering was daarom niet aan de orde. De leningen moesten terugbetaald worden, ook om een crisis in het internationale bankwezen te voorkomen. Daarom bewoog het IMF banken en regeringen tot het verstrekken van nieuwe leningen, waarmee de ontwikkelingslanden hun oude leningen konden afbetalen. Ook kregen de landen voor korte tijd uitstel van schuldbetalingen. De aanpak bood de schuldenlanden weinig soelaas: de schulden namen alleen maar toe.

De tweede fase (1986-88) startte met de aankondiging van Peru dat het de schuldbetalingen zou terugbrengen tot 10% van de exportinkomsten. Het antwoord hierop was het plan Baker, genoemd naar de toenmalige Amerikaanse minister van Financiën. Nog steeds bleef schuldvermindering uit den boze. Schuldenlanden zouden uit de problemen moeten «groeien». In de tussentijd zouden nieuwe leningen van officiële en commerciële crediteuren enige ver-

poids de la dette ne pourrait être allégé qu'à l'aide de nouveaux prêts consentis par des bailleurs de fonds officiels et commerciaux. La nouveauté du plan Baker résidait dans le fait qu'il reconnaissait que la crise de la dette ne pouvait être résolue qu'au moyen d'une politique à long terme. En échange des nouveaux prêts, les pays en développement ont dû s'engager à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel à long terme. Le plan Baker n'a pas non plus permis de surmonter la crise de l'endettement. Le poids de la dette n'a fait qu'augmenter.

Ce n'est que dans la troisième phase (1988-1994) que les principaux créanciers ont admis que l'annulation d'une partie de la dette était devenue inévitable. Au cours de leur sommet de 1988 à Toronto, les dirigeants du G-7 ont décidé d'annuler le tiers d'une partie des engagements financiers (bilatéraux). En 1991, on décida d'annuler la moitié. En 1989, le ministre américain des Finances, M. Brady, a présenté un plan visant à régler le problème des dettes commerciales. Ce plan consistait à «racheter» des dettes à la «valeur du marché» de la dette. Comme les pays en développement éprouvaient des difficultés considérables à rembourser leur dette, cette «valeur du marché» était inférieure à la valeur initiale de la dette. Toutes ces mesures ont apporté un soulagement temporaire aux pays en développement endettés, mais au début des années 90, leur dette a recommencé à s'alourdir.

La quatrième phase (1994-1996) s'est ouverte avec les «conditions de Naples». Au cours du sommet du G-7 qui s'est tenu à Naples, les chefs de gouvernement ont convenu que les pays endettés les plus pauvres bénéficieraient d'une réduction de 67% de la dette bilatérale. En pratique, les résultats ont été limités. Cela s'explique en partie par le fait que les dettes bilatérales ne représentent qu'une petite partie de l'endettement total et par le fait que la réduction de 67% ne s'appliquait qu'à une petite partie de la dette bilatérale.

En 1996 a finalement commencé la dernière phase avec le mécanisme PPTE (pays pauvres très endettés). Toutes ces mesures n'ont toutefois pas permis d'éviter que la dette des pays en développement ne passe de 63 milliards de dollars en 1970 à 2 125 milliards de dollars en 2000 (sans parler des 32 milliards de dollars d'arriérés de paiement).

2.2. Le mécanisme PPTE

En 1996, le FMI et la Banque mondiale ont lancé, au cours du sommet du G7 à Lyon, le processus PPTE, en vue de réduire l'endettement des pays les plus pauvres. On a essayé, dans ce cadre, de tenir compte de tous les créanciers de dettes courantes, à savoir les créanciers bilatéraux, les créanciers multilatéraux et les créanciers commerciaux. C'était la première fois que l'on procédait de la sorte. Certains groupes de

lichting moeten bieden. Het nieuwe van het plan Baker was de erkenning dat de oplossing van de schulden crisis een langetermijnaanpak vergde. In ruil voor de nieuwe leningen moesten ontwikkelingslanden op langere termijn structurele aanpassingsprogramma's uitvoeren. Ook het plan Baker bracht geen uitweg uit de schulden crisis. De schuldenlast nam alleen maar verder toe.

Pas in de derde fase (1988-1994) aanvaardden de belangrijkste schuldeisers dat kwijtschelding van een deel van de schuld onvermijdelijk was. Tijdens hun top in Toronto in 1988 besloten de leiders van de G-7 om een streep te halen door een derde van een deel van de (bilaterale) afbetalingsverplichtingen. In 1991 werd dit verhoogd tot 50%. De Amerikaanse minister van Financiën, Brady, kwam in 1989 met een plan om de commerciële schulden aan te pakken. Het plan bestond uit het «terugkopen» van schulden tegen de «marktwaarde» van de schuld. Omdat ontwikkelingslanden grote problemen hadden met het terugbetalen van de schuld, lag die «marktwaarde» lager dan de oorspronkelijke waarde van de schuld. Alle maatregelen boden tijdelijk verlichting, maar vanaf begin jaren negentig nam de schuld van ontwikkelingslanden weer toe.

De vierde fase (1994-96) werd ingeluid met de «Napels voorwaarden». Tijdens de G-7 top in Napels kwamen de regeringsleiders overeen dat de armste schuldenlanden tot 67% vermindering van de bilaterale schuld zouden krijgen. In de praktijk bleken de resultaten beperkt. Dat kwam deels omdat bilaterale schulden maar een beperkt deel uitmaakten van de totale schuld, maar ook omdat slechts een klein deel van de bilaterale schuld in aanmerking kwam voor de verlaging met 67 procent.

In 1996 brak uiteindelijk de laatste fase aan, met het zogenaamde HIPC-mechanisme (*Heavily Indebted Poor Countries*). Dat alles heeft toch niet kunnen voorkomen dat de schuld van de ontwikkelingslanden van 63 miljard dollar in 1970 is opgelopen tot 2 125 miljard dollar (exclusief 32 miljard dollar aan betalingsachterstanden) in 2000.

2.2. Het HIPC-mechanisme

In 1996 introduceerden het IMF en de Wereldbank op de G-7 top van Lyon het HIPC-mechanisme om de schulden van de allerarmste landen te verminderen. Hierbij probeerde men rekening te houden met alle crediteuren waarbij schulden uitstaan, te weten: bilaterale, multilaterale en commerciële schuldeisers. Het was de eerste keer dat dit gebeurde. Bepaalde groepen van schuldeisers hadden vroeger reeds schuld kwijt-

créanciers avaient déjà accordé jadis des remises de dettes, mais jamais encore on n'avait vu tous les créanciers se mobiliser autour d'une même dynamique.

— PPTE I

L'objectif du processus PPTE I est de ramener la charge de la dette à un seuil de «supportabilité», de manière que les pays pauvres ne soient plus confrontés au problème du surendettement. L'initiative PPTE constitue un pas en avant important, parce que l'allègement de la dette fait désormais partie intégrante de la lutte contre la pauvreté. Le mécanisme PPTE a été conçu pour éviter que l'obligation de rembourser une dette devenue insupportable n'empêche les pays sur lesquels elle pèse de poursuivre leur tentative de restructuration fondamentale et leur développement.

Le principal critère à respecter, si l'on veut que la dette reste supportable, c'est que la dette courante ne peut pas être supérieure à une fois et demie les recettes d'exportation du pays. Les pays dont la dette était insupportable avaient accès au mécanisme PPTE. Tous les pays qui y avaient accédé étaient contraints d'observer les programmes d'ajustement et de réforme structurels développés par le FMI et la Banque mondiale. Au bout de la première phase de trois ans, on a fait un bilan: seuls les pays qui avaient mené à bien les programmes en question ont atteint «le point de décision», c'est-à-dire le moment où ils pouvaient obtenir une remise partielle de leur dette. Au bout de la deuxième phase, ils pouvaient bénéficier d'un allègement de leur dette pour qu'elle soit à nouveau supportable. Il était prévu qu'après la deuxième phase une remise de dette à concurrence de 90 % pourrait être accordée.

— PPTE II ou PPTE renforcé: les changements

Les promesses de remises de dette faites au cours du sommet de Cologne de 1999 impliquaient la nécessité d'apporter une série de changements au mécanisme PPTE. Les pays concernés devaient non seulement mettre en œuvre les programmes d'ajustement qui leur étaient imposés, mais aussi établir un plan de lutte contre la pauvreté, appelé Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

— Évaluation du mécanisme PPTE

On continue à se heurter à plusieurs gros écueils pour ce qui est de la mise en œuvre d'une véritable politique de développement durable, malgré l'application du mécanisme PPTE.

L'endettement reste trop élevé. De plus, d'ici le mois de décembre 2006, le moment où le processus PPTE prendra probablement fin, le poids de la dette

scheldingen toegestaan, maar nog nooit hadden ze allemaal samengewerkt.

— HIPC I

De bedoeling van het mechanisme is de schuldenlast terug op een «betaalbaar» niveau te brengen, zodat arme landen niet blijven zitten met een schuldenlast van ondraaglijke omvang. Het initiatief vormt een belangrijke stap voorwaarts, omdat schuldenverlichting nu een plaats krijgt in het kader van armoedebestrijding. Het voorkomt namelijk dat landen met zware schulden door de aflossing van een ondraaglijke schuldenlast worden gedwarsboemd in hun pogingen om een fundamentele herstructurering door te voeren en hun land verder te ontwikkelen.

Het belangrijkste criterium voor een houdbare schuld is dat de uitstaande schuld niet hoger mag zijn dan anderhalf keer de exportinkomsten van het land. De landen die een onhoudbare schuld hadden, konden toetreden tot het HIPC-mechanisme. Elk toetredend land werd verplicht de door het IMF en Wereldbank uitgetekende structurele aanpassings- en hervormingsprogramma's na te leven. Na de eerste fase van drie jaar maakte men een balans op: alleen landen die met succes de programma's hadden uitgevoerd, bereikten het beslissingspunt, met andere woorden het punt waarop het betrokken land een beperkte schuldkwijtschelding kreeg. Na een tweede fase kon de schuldenlast verminderd worden totdat hij opnieuw betaalbaar was. Om die doelstelling te bereiken kon na de tweede fase tot 90 % van de schulden kwijtgescholden worden.

— HIPC II of een uitgebreid HIPC: de veranderingen

De beloften over schuldkwijtschelding op de top van Keulen in 1999 hielden een aantal wijzigingen van het HIPC-mechanisme in. Naast de verplichte aanpassingsprogramma's moesten de betrokken landen ook een armoedebestrijdingsplan opmaken, de zogenaamde *Poverty Reduction Strategy Papers* (PRSP).

— Evaluatie van het HIPC-mechanisme

Een aantal belangrijke struikelstenen voor een echt duurzame ontwikkeling blijft ook met dit mechanisme bestaan.

De schuldenlast blijft te hoog. Bovendien zullen een tiental landen volgens de criteria van de Wereldbank en het IMF bij het vermoedelijke einde van

d'une dizaine de pays dépassera toujours le «seuil de supportabilité» fixé en fonction des critères de la Banque mondiale et du FMI. Enfin, il est fort possible que les pays qui auront eu accès au mécanisme PPTE et qui auront bénéficié d'une remise de leur dette continuent à devoir emprunter et soient à nouveau surendettés dans quelques années.

Les critères de «supportabilité» de la dette sont remis en question, même par le FMI et la Banque mondiale. D'une manière générale, on admet qu'il convient également de tenir compte de critères sociaux comme les *Millenium Development Goals*. Actuellement, il y a trop de pays qui ne peuvent pas bénéficier d'un allègement de leur dette dans le cadre de l'initiative PPTE.

Le processus est trop lent dans son ensemble au regard des objectifs de développement du Millénaire qui doivent être atteints d'ici 2015. L'initiative PPTE a été lancée il y a huit ans et treize pays seulement sur quarante-deux ont atteint le point d'achèvement. Onze pays n'ont toujours pas réussi à avoir accès à la procédure. Ce sont pourtant des pays qui sont frappés par une pauvreté extrême et qui auraient besoin d'urgence d'un allègement de leur dette.

Par ailleurs, les pays concernés n'ont pas voix au chapitre au moment où l'on fixe le montant de l'allègement de la dette qui leur est accordé et les conditions qui leur sont imposées.

Enfin, certains pays sont vulnérables aux chocs exogènes, qui constituent un phénomène dont il n'est pas tenu compte dans le mécanisme PPTE.

— Qu'advient-il après PPTE II?

À ce jour, treize pays ont atteint le point d'achèvement, et quatorze autres l'atteindront sous peu. Ces 27 pays, dont 23 sont africains, ont déjà bénéficié d'un allègement de leur dette d'environ 31 milliards de dollars au total. Une analyse de viabilité de la dette a montré que les réductions de dette accordées par le Club de Paris ont permis à elles seules de rendre «supportable» la dette de quatre pays PPTE. Cela signifie que onze pays ne sont toujours pas arrivés au bout de la première phase du processus PPTE et n'ont dès lors obtenu aucun allègement de leur dette.

Au cours du sommet du G8 qui s'est tenu à Sea Island (Géorgie, États-Unis) en juin 2004, les chefs de gouvernement se sont rendu compte qu'en l'absence de toute autre initiative, il fallait continuer à appliquer le programme PPTE, qui devait prendre fin normalement en décembre 2004. Ils ont souhaité continuer à développer le principe de l'allègement de la dette dans l'espoir que cela permettrait finalement de ramener la dette des pays les plus pauvres à un niveau supportable. C'est pourquoi le sommet du G8 a pris la décision de principe de prolonger l'initiative

HIPC in december 2006 nog steeds geen houdbare schuld hebben. Ten slotte is het risico groot dat de HIPC-landen die wel schuldvermindering hebben gekregen, afhankelijk blijven van nieuwe leningen waardoor ze over enkele jaren opnieuw met een hoge schuld zitten.

De criteria voor de betaalbaarheid van de schuldenlast worden in vraag gesteld, ook door het IMF en de Wereldbank zelf. Over het algemeen wordt aanvaard dat men ook rekening moet houden met sociale criteria, bijvoorbeeld de *Millenium Development Goals*. Te veel landen komen thans niet eens in aanmerking voor schuldvermindering in het kader van het HIPC-initiatief.

Heel het proces loopt te langzaam, rekening houdende met de te bereiken Millenniumdoelstellingen in 2015. Het HIPC-initiatief is thans ruim acht jaar oud en slechts dertien landen op 42 hebben het *Completion Point* bereikt. Elf landen staan nog steeds nergens in de procedure. Nochtans betreft het vaak landen die een extreme armoede kennen en dringend een schuldvermindering nodig hebben.

De betrokken landen hebben ook geen inspraak in de omvang van de schuldvermindering die hen wordt toegekend en in de voorwaarden waaraan ze moeten voldoen.

Ten slotte is er nog de kwetsbaarheid van bepaalde landen door exogene schokken waarmee geen rekening wordt gehouden in HIPC.

— Wat na HIPC II?

Tot op heden hebben dertien landen het *Completion Point* bereikt terwijl veertien andere landen op weg zijn om het te bereiken. In totaal is aan deze 27 landen, waarvan 23 in Afrika, reeds voor ongeveer 31 miljard dollar aan schuldverminderingen toegekend. Vier HIPC-landen blijken na een *Debt Sustainability Analysis* voldoende te hebben aan de door de Club van Parijs toegekende schuldverminderingen om een «draagbare» schuld te kennen. Dat betekent dat uiteindelijk elf landen de eerste fase van het HIPC-proces nog niet hebben doorlopen en dus geen schuldverlichting genieten.

Op de G-8 top op Sea Island (Georgia, VSA) in juni 2004 beseften de regeringsleiders dat het HIPC-programma, dat normaal ten einde liep in december 2004, bij gebrek aan een alternatief verlengd moest worden. Zij wensten het idee van schuldvermindering verder gestalte te geven in de hoop dat hiermee de armste landen uiteindelijk tot een draagbare schuld zouden kunnen komen. Daarom nam de G-8 top de principiële beslissing om het HIPC-initiatief te verlengen tot 31 december 2006. Zij riepen hun ministers van Financiën op om die beslissing, in overleg met de

PPTE jusqu'au 31 décembre 2006. Il a invité les ministres des Finances des pays membres du G8 à concrétiser cette décision au plus vite, en concertation avec les autres donateurs et avec les institutions multilatérales, à prévoir suffisamment de moyens financiers pour que l'initiative PPTE puisse être menée à bonne fin, et à prendre des mesures supplémentaires en faveur des pays les plus pauvres.

2.3. Le Club de Paris

Le Club de Paris est un organe informel de concertation entre 19 pays créditeurs (surtout des pays de l'OCDE). Dans ce cadre, deux types de dettes sont prises en considération, à savoir les crédits accordés dans le cadre de l'aide au développement (ce que l'on appelle la dette APD) et les crédits à l'exportation qui ont été garantis par les organismes officiels chargés de l'assurance contre les risques du crédit.

Le Club s'occupe surtout du rééchelonnement de la dette, qui se traduit dans la plupart des cas par un prolongement du délai de remboursement et par l'octroi d'un différé de remboursement. Dans certaines circonstances, le rééchelonnement peut aussi donner lieu à une annulation des dettes des pays les plus pauvres. Depuis 1956, le Club de Paris a conclu, en concertation avec le FMI et la Banque mondiale, quelque 300 accords multilatéraux d'une valeur totale de 350 milliards de dollars avec 75 pays débiteurs.

Pour ce qui est des créances bancaires, il existe une concertation similaire entre les banques au sein de ce que l'on appelle le Club de Londres.

2.4. Le mouvement en faveur de la remise de la dette

La campagne internationale «Jubilé 2000» a remis le problème de l'endettement des pays les plus pauvres sur le devant de la scène. Ses participants ont défendu activement le principe de la remise de la dette extérieure des pays les plus pauvres en l'an 2000. La campagne a été soutenue par un vaste mouvement qui est né au milieu des années 90 et qui est devenu une large plate-forme de groupements chrétiens et de groupements non confessionnels. Ce mouvement a remis aux chefs de gouvernement présents au sommet G7 + Russie qui a eu lieu à Cologne en 1999, 22 millions de signatures qu'il a rassemblées dans le monde entier. Sous la pression de cette campagne, les chefs de gouvernement ont annoncé à l'époque qu'ils allaient prendre des initiatives nouvelles.

2.5. Le plan PAIR

À la conférence des Nations unies sur le financement du développement qui a eu lieu à Monterrey en

andere donoren en de multilaterale instellingen, zo spoedig mogelijk te concretiseren, voldoende financiële middelen uit te trekken teneinde het HIPC-initiatief volledig te kunnen realiseren en bijkomende maatregelen te nemen voor de armste landen.

2.3. De Club van Parijs

De Club van Parijs is een informeel overlegorgaan van 19 crediteurlanden (vnl. OESO-leden). Binnen dat kader worden twee soorten schulden behandeld, met name kredieten in het kader van ontwikkelingshulp (de zogenaamde ODA-schuld) en de exportkredieten die werden gewaarborgd door officiële kredietverzekeraars.

De Club behandelt vooral de herschikking van schuld. Dat betekent meestal dat de terugbetalingstermijn wordt verlengd en een aflossingsvrije periode wordt toegestaan. Onder bepaalde omstandigheden wordt de armste landen hun schulden ook kwijtscholden. Sinds 1956 heeft de Club van Parijs met 75 debiteurlanden een driehonderdtal multilaterale overeenkomsten gesloten ter waarde van 350 miljard dollar. Dat alles gebeurt in overleg met het IMF en de Wereldbank.

Voor de bankschulden bestaat een gelijkwaardig overleg tussen banken, de zogenaamde Club van Londen.

2.4. De beweging voor schuldkwijtschelding

De internationale campagne «Jubilee 2000» bracht de schuldproblematiek van de armste landen weer in de belangstelling. De campagne ijverde intensief voor de kwijtschelding van de buitenlandse schuldenlast van de armste landen in het jaar 2000. Ze werd gedragen door een brede beweging die midden de jaren negentig ontstond en groeide uit tot een breed platform van christelijke en niet-confessionele groepen. Over heel de wereld verzamelde de beweging 22 miljoen handtekeningen, die ze in 1999 op de top van de G-7 + Rusland in Keulen overhandigde aan de regeringsleiders. Onder druk van de campagne kondigden de regeringsleiders toen nieuwe initiatieven aan.

2.5. Het PAIR-plan

Op de VN-conferentie *Financing for Development in Monterrey* in maart 2002 pleitte de toenmalige

mars 2002, le ministre belge des Affaires étrangères de l'époque a plaidé en faveur de l'exécution de ce que l'on appelle le plan PAIR(1). Ce plan vise à intégrer l'initiative PPTE et les propositions de la société civile, pour que l'on puisse atteindre d'ici 2015 les objectifs CAD, qui font partie des objectifs du millénaire(2).

C'est pourquoi les auteurs du plan appellent les 23 pays les plus riches — des pays dont le revenu par tête d'habitant atteint 23 000 euros, c'est-à-dire environ 80 fois celui des pays les plus pauvres — à investir environ 0,1 pour cent de leur PNB dans le développement des pays les plus pauvres. Leur contribution devrait atteindre 282 milliards d'euros au bout de quinze ans, c'est-à-dire en 2015, au moment où les objectifs du millénaire devraient avoir été atteints. Ce montant est très proche des 300 à 350 milliards d'euros qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs du millénaire.

Contrairement à l'initiative PPTE, le plan PAIR vise non pas à réduire la dette, mais à l'annuler. On ne peut toutefois pas l'annuler immédiatement, sous peine de laisser croire qu'on donne carte blanche à ces pays pour contracter de nouvelles dettes. En étalant l'annulation sur une période de 15 ans, on crée les conditions nécessaires pour que le budget libéré puisse être consacré effectivement à la satisfaction des besoins primaires.

Il importe aussi d'envisager la dette non plus en termes strictement économiques, mais en fonction des besoins des pays les plus pauvres. Toute dette qui entrave le développement durable doit être annulée. En fin de compte, il est absurde de continuer à exiger le respect des obligations résultant de la dette tout en augmentant l'aide au développement destinée à combler les besoins primaires.

3. La dette vis-à-vis de la Belgique

3.1. La dette multilatérale

Au départ, les pays en développement avaient surtout des dettes auprès des banques commerciales. Ensuite, la part de ces dettes s'est réduite de plus en plus, du fait que, depuis 1980, les gouvernements et les

Belgische minister van Buitenlandse Zaken voor de uitvoering van het zogenaamde PAIR-plan(1). Dat plan beoogt het HIPC-initiatief en de voorstellen van de civiele maatschappij te integreren teneinde de DAC-doelstellingen, die ook in de Millenniumdoelstellingen terug te vinden zijn, tegen 2015 te bereiken(2).

Daarom doen de auteurs van het plan een beroep op de 23 rijkste landen — landen met een inkomen per hoofd dat oploopt tot 23 000 euro, dat is ongeveer tachtig maal hoger dan dat van de armste landen. Die 23 landen wordt gevraagd ongeveer 0,1% van hun BNP te investeren in de ontwikkeling van de armste landen. Hun bijdrage moet na vijftien jaar — met andere woorden in 2015, het moment waarop de Millenniumdoelstellingen moeten zijn bereikt — ongeveer 282 miljard euro opleveren. Dat komt heel dicht in de buurt van de door de experts geschatte 300 tot 350 miljard euro die nodig zijn om de Millenniumdoelstellingen te bereiken.

In tegenstelling tot het HIPC-initiatief streeft het PAIR-plan geen schuldvermindering, maar schuld-kwijtschelding na. De schuldkwijtschelding wordt niet meteen toegekend omdat dat de indruk zou kunnen wekken dat die landen een vrijbrief krijgen om nieuwe schulden aan te gaan. Door de schuld-kwijtschelding te spreiden over vijftien jaar, is de kans reëel dat het vrijgekomen budget effectief geïnvesteerd wordt in de ontwikkeling van de basisbehoeften.

Belangrijk is ook dat de schuld niet meer strikt economisch wordt bekeken, maar gemeten wordt aan de behoeften van de armste landen. Elke schuld die een duurzame ontwikkeling hindert, moet geschrapt worden. Uiteindelijk is het zinloos om het nakomen van de schuldverplichtingen te blijven eisen en tegelijkertijd de ontwikkelingshulp voor de basisbehoeften te verhogen.

3. De schuld tegenover België

3.1. Multilaterale schuld

Aanvankelijk hadden de ontwikkelingslanden vooral schulden bij de commerciële banken. Hun aandeel is echter steeds kleiner geworden omdat regeringen en internationale financiële instellingen zoals de

(1) Le *Plan of Prospective Aid and indebtedness Relief* est un projet qui a été élaboré en 2000 par les professeurs L. Berlage, D. Cassimon, J. Drèze et P. Reding.

(2) Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a formulé en 1995 un «*partenariat mondial pour le développement*». Le texte actualisé prévoit que doivent être atteints en 2015 les objectifs suivants: une diminution de moitié du nombre de personnes ayant un revenu inférieur à 1 dollar par jour, un enseignement fondamental universel, une réduction de la mortalité infantile à concurrence de deux tiers.

(1) Het *Plan of Prospective Aid and Indebtedness Relief* is een plan dat in 2000 werd opgesteld door de professoren L. Berlage, D. Cassimon, J. Drèze en P. Reding.

(2) Het Comité voor ontwikkelingshulp (DAC of *Development Assistance Committee*) van de OESO heeft in 1995 een «*wereldpartnerschap voor ontwikkeling*» geformuleerd. De geactualiseerde tekst streeft tegen 2015 de volgende doelstellingen na: halvering van het aantal personen met een inkomen van minder dan 1 dollar per dag, universeel basisonderwijs, vermindering van de kindersterfte met twee derde.

institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI ont prêté des sommes de plus en plus importantes aux pays en développement, notamment pour que les banques commerciales puissent récupérer leur argent.

Le rapport de la Banque mondiale sur le financement du développement global en 2001 montre que plus du quart des 1 591 milliards de dollars de crédits du FMI et de dettes à long terme des pays en développement sont des dettes multilatérales. Pour les pays-PPT, le pourcentage est quelque peu différent: ils ont contracté quelque 41% du total de leur dette auprès d'institutions multilatérales.

La Belgique est membre du FMI et de la Banque mondiale et elle peut par conséquent exercer des pressions sur ces créanciers multilatéraux.

3.2. La dette bilatérale

La Belgique est aussi créancière au niveau bilatéral. Les dettes que les pays à faibles revenus ont contractées auprès de la Belgique résultent de prêts d'État à État et de garanties contre les risques à l'exportation qui ont été accordées par l'Office national du Ducroire

Les prêts d'État à État résultent de crédits à intérêts nuls ou très faibles, dont le délai de remboursement est long.

Les dettes contractées par les pays à faibles revenus vis-à-vis de la Belgique dans le cadre prêts d'État à État s'élevaient au 1^{er} janvier 2004 à 219,81 millions d'euros (réponse à mes questions écrites n° 3-831 et 3-832).

Wereldbank en het IMF sinds 1980 steeds meer geld aan de ontwikkelingslanden uitleenden om er onder andere voor te zorgen dat de commerciële banken hun geld terugkregen.

Uit het *Global Development Finance* rapport van de Wereldbank in 2001 blijkt dat ruim 25% van de 1 591 miljard dollar aan IMF kredieten en langetermijnschulden van de ontwikkelingslanden bestaat uit multilaterale schulden. Voor de HIPC-landen ligt het percentage enigszins anders: ongeveer 41% van hun totale schuld is verschuldigd aan de multilaterale instellingen.

België is lid van het IMF en de Wereldbank en kan bijgevolg druk uitoefenen op die multilaterale schuldeisers.

3.2. Bilaterale schuld

België is ook schuldeiser op bilateraal niveau. De schulden van lageinkomenslanden bij België zijn ontstaan uit leningen van staat tot staat en uit exportkredietverzekeringen die werden toegekend door de Nationale Delcredere dienst.

Leningen van staat tot staat komen voort uit kredieten met geen of zeer lage interest en met een lange terugbetalingstermijn.

De schulden van lageinkomenslanden tegenover België voor leningen van staat tot staat bedroegen op 1 januari 2004 219,81 miljoen euro (antwoord op mijn schriftelijke vragen nrs. 3-831 en 3-832).

Pays Land	Dette (millions d'euros) Schuld (miljoen euro)	Remise Kwijtschelding
Angola	8,83	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Bénin. — <i>Benin</i>	0	100 % stock
Bolivië. — <i>Bolivië</i>	0	100 % stock
Burkina Faso	6,2	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Cameroun. — <i>Kameroen</i>	14,27	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Tchad. — <i>Tsjaad</i>	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Congo	134,93	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Congo-Brazzaville	7,65	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Éthiopie. — <i>Ethiopië</i>	14,62	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Gambie. — <i>Gambia</i>	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Ghana	1,62	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Guinée. — <i>Guinea</i>	2,48	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Guinée-Bissau. — <i>Guinea-Bissau</i>	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Guyane. — <i>Guyana</i>	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Honduras	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Kenya. — <i>Kenia</i>	1,13	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Liberia	2,11	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Madagascar	0	100 % stock
Malawi	2,59	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Mali	8,46	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Mauritanie. — <i>Mauritanië</i>	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Mozambique	1,7	100 % stock

Pays — Land	Dette (millions d'euros) — Schuld (miljoen euro)	Remise — Kwijtschelding
Nicaragua	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Niger	0	100 % stock
Rwanda	0	100 % stock
Sao Tomé e Príncipe. — <i>Sao Tome en Principe</i> .	0,86	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Sénégal. — <i>Senegal</i>	0,8	100 % stock
Sierra Leone	0	Pas concerné. — <i>Niet betrokken</i>
Tanzanie. — <i>Tanzania</i>	6,46	100 % stock
Zambie. — <i>Zambia</i>	5,1	100 % stock
Total. — <i>Totaal</i>	219,81	

3.3. Dette auprès de l'Office national du Ducroire

Il y a deux sortes de dettes auprès de l'Office national du Ducroire : les dettes pour le compte de l'État et celles pour le compte de l'Office du Ducroire.

Comment ces dettes se sont-elles constituées? Lorsqu'une entreprise souhaite exporter des produits sans garantie de rémunération, elle recourt à l'aide de l'Office national du Ducroire auprès duquel on peut se prémunir contre le défaut de paiement, moyennant le paiement d'une prime. Si le pays concerné ne paie pas, l'exportateur doit encore exercer une petite partie de la créance (environ 10%), mais l'Office du Ducroire se charge du reste de celle-ci.

L'Office national du Ducroire a établi des niveaux de risque allant de 1 à 7. Pour des exportations vers des pays qui présentent un niveau de risque peu élevé, les exportateurs obtiendront facilement une garantie à l'exportation, mais, pour des exportations vers des pays qui présentent le niveau de risque 7, l'Office national du Ducroire ne peut pas donner de garantie. L'État belge peut toutefois encore donner une garantie eu égard à certaines considérations d'ordre politique, auquel cas les prêts en question relèvent des dettes pour le compte de l'État.

Une petite partie de la dette qui est gérée par l'Office national du Ducroire l'est en fait pour le compte des financiers privés ou des exportateurs qui ont bénéficié à l'origine de la garantie de l'office. Elle représente généralement de 5 à 10 % des créances en souffrance.

Les dettes résultant de garanties contre les risques à l'exportation que des pays à faibles revenus ont contractées auprès de la Belgique, s'élèvent à 1 101,45 millions d'euros pour le compte de l'État (colonne A) et à 230,67 millions d'euros pour le compte de l'Office national du Ducroire (colonne B).

3.3. Schuld bij de Nationale Delcredere dienst

Bij de Nationale Delcredere dienst zijn er twee soorten schulden: de schulden die voor rekening van de staat zijn en degene die voor rekening van de Delcredere dienst zijn.

Hoe zijn deze schulden ontstaan? Wanneer een bedrijf producten wil exporteren, maar niet zeker is dat het daarvoor vergoed zal worden, roept het de hulp van de Nationale Delcredere dienst in. Bij die dienst kan men zich mits betaling van een premie verzekeren tegen niet-terugbetaling. Indien het land in kwestie niet terugbetaalt, behoudt de exporteur steeds een klein deel van de vordering (ongeveer 10%) terwijl de Delcredere dienst de rest van zijn vordering overneemt.

Bij de Nationale Delcredere dienst bestaan risicograden van 1 tot 7. Voor landen met lage risicofactoren zullen exporteurs gemakkelijker een exportgarantie krijgen. Voor landen met risicofactor 7 mag de Nationale Delcredere dienst geen garantie geven. Om politieke redenen kan de Belgische staat evenwel nog een garantie geven. Die leningen vallen dan onder de schulden voor rekening van de staat.

Een stukje schuld dat door de Nationale Delcredere dienst beheerd wordt, staat eigenlijk op rekening van de privé-financiers of exporteurs die oorspronkelijk door de dienst werden verzekerd. Het gaat doorgaans om 5 tot 10 % van de uitstaande vorderingen.

De schulden van lageinkomenslanden tegenover België ontstaan uit het toekennen van exportkredietverzekeringen, bedragen 1 101,45 miljoen euro voor rekening van de staat (kolom A) en 230,67 miljoen euro voor rekening van de Nationale Delcredere dienst (kolom B).

Pays <i>Land</i>	Dette A (millions d'euros) <i>Schuld A (miljoen euro)</i>	Dette B (millions d'euros) <i>Schuld B (miljoen euro)</i>	Total de la dette <i>Totaal schuld</i>	Remise <i>Kwijtschelding</i>
Angola	10,35	21,83	32,18	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Bénin. — <i>Benin</i>			0	90 % stock
Bolivie. — <i>Bolivië</i>			0	100 % stock
Burkina Faso			0	90 % stock
Cameroun. — <i>Kameroen</i>	76,53	62,77	139,3	90 % flow
Tchad. — <i>Tsjaad</i>			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Congo	974,13	87,95	1 062,08	67 % stock
Congo-Brazzaville	7,12	30,26	37,38	67 % flow
Éthiopie. — <i>Ethiopië</i>			0	67 % flow
Gambie. — <i>Gambia</i>			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Ghana	1,81		1,81	90 % flow
Guinée. — <i>Guinea</i>			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Guinée-Bissau. — <i>Guinea-Bissau</i>	4,93	1,03	5,96	90 % flow
Guyane. — <i>Guyana</i>			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Honduras			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Kenya. — <i>Kenia</i>	11,15	4,69	15,84	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Liberia		13,5	13,5	Annulation en attente. — <i>Nog geen kwijtschelding</i>
Madagascar			0	90 % flow
Malawi			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Mali			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Mauritanie. — <i>Mauritanië</i>			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Mozambique			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Nicaragua			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Niger			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Rwanda			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Sao Tomé e Príncipe. — <i>Sao Tome en Principe</i>			0	OND pas concerné. — <i>NDD niet betrokken</i>
Sénégal. — <i>Senegal</i>		5,39	5,39	67 % stock et/en 70 % flow
Sierra Leone	15,43	3,25	18,68	67 % flow
Tanzanie. — <i>Tanzania</i>			0	90 % stock
Zambie. — <i>Zambia</i>			0	90 % flow
Total. — <i>Totaal</i>	1 101,45	230,67	1 332,12	

3.4. Initiatives belges

Dès la fin des années 80 et au début des années 90, le gouvernement belge a pris part aux opérations d'allègement de la dette par l'intermédiaire du ministère des Finances, de l'ex-AGCD et de l'Office national du Ducroire(1). Dans la plupart des cas, des fonds de contre-valeur en monnaie locale ont été créés pour financer des initiatives locales de développement.

Au cours des dernières années, la Belgique a formulé des propositions en vue d'une initiative plus

(1) Remise de prêts d'État à État: 3,2 milliards en tout pour les années 1990 et 1994; de 1988 à 1995, l'AGCD a procédé à des allègements de dette pour un montant de 6,6 milliards de francs de dette nominale, dont 5,7 milliards dans le cadre de l'assainissement de l'Office du Ducroire.

3.4. Belgische initiatieven

Reeds op het einde van de jaren tachtig en in het begin van de jaren negentig nam de Belgische overheid deel aan schuldverlichtingsoperaties via het departement Financiën, het voormalige ABOS en de Nationale Delcredere dienst(1). Meestal werden tegenwaardefondsen in lokale munt opgericht waarmee lokale ontwikkelingsinitiatieven werden gefinancierd.

De afgelopen jaren deed België voorstellen voor een soepeler HIPC-initiatief die zeker niet moeten

(1) Kwijtschelding leningen van Staat tot Staat: in 1990 en 1994 samen voor 3,2 miljard frank; ABOS-schuldoperaties tussen 1988 en 1995 verlichtten de nominale schuld voor 6,6 miljard frank, waarvan 5,7 miljard in het kader van de gezondmaking van de Nationale Delcredere dienst.

souple pour les PPTE, lesquelles ne le cédaient en rien aux propositions que l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont formulées au début de cette année. Quelques exemples: raccourcissement des périodes pour les programmes d'ajustement, remise de 90 % de la dette bilatérale, assouplissement des critères pour le remboursement des dettes (durabilité) pour qu'un nombre plus grand de PPTE puisse être pris en considération, ...

Dans le cadre du Jubilé 2000, le gouvernement belge précédent avait annoncé, fin avril 1999, une initiative nouvelle, à savoir un moratoire de quarante ans sur le service de la dette (remboursement et intérêts) pour les prêts d'État à État des pays qui entrent en considération pour l'initiative PPTE. Cette mesure a le même effet qu'un réaménagement à des conditions très favorables. Il s'agit d'un montant nominal de 9 milliards de francs. Le moratoire est assorti de deux conditions: bonne administration et respect de l'État de droit.

4. Vision

La présente proposition de résolution vise à résoudre durablement le problème de la dette. Se faisant l'écho de ce que réclament plusieurs organisations, elle plaide pour une annulation totale des dettes insupportables. Cette annulation est envisagée non seulement en faveur des pays PPTE, mais aussi d'autres pays remplissant certains critères. La logique financière de la remboursabilité d'une dette doit, en d'autres termes, être assortie d'une logique sociale (investissement dans le développement humain durable). Les «Objectifs du Millénaire pour le développement» (PNUD) et l'«Indicateur du développement humain» (PNUD) permettent de définir certains critères à cet effet. Il apparaît clairement ainsi que la résolution proposée est conçue en faveur non seulement des pays PPTE, mais aussi d'une série non limitée de pays qui ont besoin d'urgence d'une aide dans une perspective de développement durable.

Il va de soi que le gouvernement belge n'est pas à même de résoudre à lui seul le problème de la dette. En la matière, les principaux acteurs sont incontestablement le FMI et la Banque mondiale. Ce sont eux qui déterminent en grande partie, dans le cadre de l'initiative PPTE, le montant des dettes annulées, la manière dont elles sont annulées et le moment où elles le sont. L'initiative PPTE touche néanmoins à sa fin, même si on a décidé de la prolonger de deux ans. Mais qu'advient-il ensuite? Pour répondre à cette question, la présente proposition plaide aussi pour l'instauration d'un nouveau système qui puisse offrir une alternative à long terme aux pays en développement. La Belgique peut évidemment aussi jouer un rôle de pionnier en l'espèce.

Enfin, la Belgique peut aussi prendre l'initiative de rouvrir la discussion relative à une procédure de

onderdoen voor de Duitse, Amerikaanse, Britse en Franse voorstellen van begin dit jaar. Enkele voorbeelden: kortere periodes voor de aanpassingsprogramma's, 90% kwijtschelding van bilaterale schuld, lagere criteria voor de draagbaarheid van schulden (*Sustainability*) zodat meer HIPC-landen in aanmerking komen, ...

Naar aanleiding van Jubilee 2000 kondigde de vorige Belgische regering eind april 1999 een nieuw initiatief aan, met name een moratorium van veertig jaar op de schuldendienst (afbetalingen en intresten) betreffende leningen van staat tot staat van landen die in aanmerking komen voor het HIPC-initiatief. Dat komt neer op een herschikking aan zeer zachte voorwaarden voor een nominaal bedrag van 9 miljard frank. Voorwaarden zijn een goed bestuur en respect voor de rechtstaat.

4. Visie

Dit voorstel van resolutie ijvert voor een duurzame oplossing van de schuldenproblematiek. Samen met andere organisaties wordt er gepleit voor een 100% kwijtschelding van niet-draagbare schulden. De kwijtschelding is niet uitsluitend bedoeld voor de HIPC-landen, maar wil op basis van een aantal criteria bijkomende landen in aanmerking laten komen voor schuldkwijtschelding. De financiële logica van de betaalbaarheid van een schuldenlast moet met andere woorden ook aangevuld worden met een sociale logica (investering in duurzame menselijke ontwikkeling). Mogelijke criteria hiervoor zijn de *Millennium Development Goals* (UNDP) en de *Human Development Index* (UNDP). Daarmee geeft het voorstel aan dat het niet exclusief om de HIPC-landen gaat, maar om een open categorie landen die dringend nood heeft aan steun in het kader van duurzame ontwikkeling.

Het spreekt voor zich dat de Belgische regering het schuldenlastprobleem niet alleen kan oplossen. De belangrijkste spelers zijn ongetwijfeld het IMF en de Wereldbank. Met het HIPC-initiatief bepalen zij in grote mate hoe, wanneer en hoeveel schulden worden kwijtgescholden. HIPC loopt evenwel op zijn einde, ook al is in juni tot een verlenging met twee jaar beslist. Maar wat daarna? Daarom pleit dit voorstel om ook een nieuw systeem uit te werken dat de ontwikkelingslanden op langere termijn een alternatief biedt. Uiteraard kan België ook hier een voortrekkersrol spelen.

Ten slotte kan België ook een initiatief nemen met betrekking tot een heropening van de discussie over

médiation indépendante de dettes. Actuellement, les créanciers sont seuls à définir les règles et ils le font sur la base d'informations et d'analyses qu'ils ont réalisées eux-mêmes ou que d'autres ont réalisées. Il y a lieu aussi dès lors de faire intervenir des mécanismes de décision développés dans le cadre d'organes et de structures de partenariat indépendants. Il y a évidemment lieu aussi de tenir compte de l'éventualité de chocs exogènes de manière que les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté puissent être adaptés en conséquence.

En ce qui concerne la dette bilatérale, la Belgique peut donner l'exemple en œuvrant en faveur d'une remise de dette qui soit totale mais conditionnelle et qui ne soit pas compensée par une réduction du budget de la coopération au développement. Par ailleurs, la couverture de projets par le ducroire doit être «pertinente au développement» selon la définition de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, et ne peut en aucun cas provoquer un alourdissement de la dette.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat invite le gouvernement fédéral :

1. à prendre une initiative nouvelle en matière de remise de dette et, plus particulièrement :

1.1. à mettre tout en œuvre pour plaider, à la lumière des objectifs du millénaire à atteindre, en faveur d'une nouvelle initiative d'allègement de la dette à long terme qui fasse suite au programme PPTE II qui viendra à expiration à la fin de 2006;

1.2. à augmenter le nombre de pays qui entrent en ligne de compte pour une telle remise, en tenant compte notamment de l'Indicateur du développement humain du PNUD;

2. en ce qui concerne la dette bilatérale :

2.1. à accorder aux pays PPTE et aux pays du Sud qui remplissent certains critères bien déterminés une remise de 100% de la dette bilatérale concessionnelle et non concessionnelle, moyennant des garanties que les fonds libérés seront affectés à des objectifs sociaux;

een onafhankelijke schuldbemiddelingsprocedure. Op dit moment bepalen alleen de schuldeisers de regels en nemen zij de beslissingen, gebaseerd op informatie en analyses die zij hebben verzameld of opgemaakt. Daarom moeten ook andere beslissingsmechanismen zoals onafhankelijke organen en partnershipstructuren betrokken worden. Uiteraard moet men ook rekening houden met de mogelijke exogene schokken zodat het armoedebestrijdingsplan (PRSP) daaraan kan worden aangepast.

Inzake de bilaterale schuld kan België een voorbeeldfunctie vervullen door te streven naar een voorwaardelijke 100% schuldkwijtschelding, die niet ten koste van het budget van ontwikkelingssamenwerking mag gaan. Bovendien moet de dekking van projecten door Delcredere «ontwikkelingsrelevant» zijn volgens de definitie van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, en mag ze zeker niet bijdragen tot een schuldverhoging.

Sabine de BETHUNE.
Etienne SCHOUPPE.
Luc VAN DEN BRANDE.

*
* *

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat verzoekt de federale regering :

1. een nieuw initiatief te nemen inzake schuld-kwijtschelding, en meer bepaald :

1.1. in het licht van de te bereiken Millennium-doelstellingen alles in het werk te stellen om een nieuw initiatief inzake schuldverlichting op langere termijn te bepleiten ter opvolging van het HIPC II-programma dat einde 2006 afloopt;

1.2. het aantal landen dat in aanmerking komt voor schuldkwijtschelding, te verruimen, waarbij onder andere rekening kan worden gehouden met de *Human Development Index* van het UNDP;

2. met betrekking tot de bilaterale schuld :

2.1. 100% kwijtschelding van de concessionele en niet-concessionele bilaterale schuld toe te kennen aan de HIPC-landen en aan de landen in het Zuiden die daarvoor volgens welbepaalde criteria in aanmerking komen, met waarborgen dat het vrijgekomen geld geïnvesteerd wordt voor sociale doeleinden;

2.2. à partir non pas de la valeur nominale de la dette active, mais de la valeur réelle sur le marché secondaire ou dans les livres des bailleurs de fonds, de manière à obtenir une image réaliste du coût réel des opérations de remise de dette;

2.3. à rendre publics à cette fin le mode de comptabilisation des dettes dans les comptes de l'État, d'une part, et la valeur réelle de ces dettes, d'autre part;

2.4. à ne pas financer, par principe, les remises supplémentaires à charge de budgets existants de coopération au développement, mais à les imputer en tant que pertes et, concrètement, à soumettre les mécanismes d'assainissement de la dette de l'Office national du Ducroire à des conditions plus strictes, mais en les rendant plus transparents, et ce, dans un cadre légal;

2.5. à veiller à ce que la couverture de projets par le ducroire soit «pertinente au développement», selon la définition de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, et, si les projets à couvrir emportent un alourdissement de la dette, à n'accorder aucune couverture aux États qui ont une dette insupportable pour eux;

3. en ce qui concerne la dette multilatérale:

3.1. à demander instamment que l'on adopte, en ce qui concerne l'allègement de la dette, une nouvelle approche dans laquelle la question de la remboursabilité d'une dette serait abordée non pas seulement sous l'angle strictement financier, mais aussi dans le cadre d'une logique sociale, et en fonction des critères minimums du respect des «Objectifs du Millénaire pour le développement» et de l'application des plans de lutte contre la pauvreté (Documents de stratégie de réduction de la pauvreté-DSRP);

3.2. à insister pour que l'on tienne compte de la possibilité que des chocs exogènes surviennent auxquels le DSRP doit pouvoir être adapté, et à plaider en faveur de la mise au point de mécanismes plus structurels permettant de réduire à l'avenir l'incidence de pareils chocs exogènes sur le poids de la dette;

3.3. à demander instamment que l'on rouvre la discussion sur une procédure de médiation indépendante de dettes, en vue d'équilibrer le processus décisionnel d'allègement des dettes en prévoyant, d'une part, que les bailleurs de fonds ne peuvent plus définir seuls les règles et prendre seuls les décisions, et ce sur la base d'informations et d'analyses qu'ils ont réalisées eux-mêmes ou que d'autres ont réalisées et, d'autre part, qu'il y a lieu de faire intervenir d'autres mécanismes de décision, développés dans le cadre d'organes et de structures de partenariat indépendants;

3.4. à réclamer instamment au FMI et à la Banque mondiale, et ce, en utilisant tous les moyens diploma-

2.2. om een realistisch beeld te krijgen van de reële kost van de kwijtscheldingsoperaties, niet uit te gaan van de nominale waarde van de uitstaande schuld, maar van de reële waarde op de tweedehandsmarkt of in de boeken van de kredietverleners;

2.3. met dat doel openbaar te maken op welke manier de schulden in de staatsrekeningen worden bijgehouden en wat hun werkelijke waarde is;

2.4. de extra kwijtschelding in principe niet te financieren vanuit bestaande budgetten voor ontwikkelingssamenwerking, maar ze te verrekenen als verliespost en, *in concreto*, de mechanismen die gebruikt worden ter sanering van de schuld van de Nationale Delcredere dienst in een wettelijk kader aan strengere voorwaarden te koppelen alsook transparanter te maken;

2.5. erover te waken dat de dekking van projecten door Delcredere «ontwikkelingsrelevant» is volgens de definitie van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, en dat, indien de te verzekeren projecten bijdragen tot een schuldverhoging, geen dekking wordt toegekend voor landen die een ondraagbare schuld hebben;

3. met betrekking tot de multilaterale schuld:

3.1. aan te dringen op een alternatieve benadering van schuldverlichting, waarbij de betaalbaarheid van een schuldenlast niet alleen puur financieel bekeken wordt, maar ook gekoppeld wordt aan een sociale logica, met als minimale criteria de *Millenium Development Goals* en de uitvoering van de armoedebestrijdingsplannen (PRSP);

3.2. erop aan te dringen dat rekening gehouden wordt met mogelijke exogene schokken waaraan het armoedebestrijdingsplan (PRSP) moet kunnen worden aanpast en te pleiten voor onderzoek naar meer structurele mechanismen zodat de draagbaarheid van de schuld in de toekomst minder afhankelijk wordt van die exogene schokken;

3.3. aan te dringen op een heropening van de discussie over een onafhankelijke schuldbemiddelingsprocedure om het besluitvormingsproces voor schuldverlichting in evenwicht te brengen, waarbij niet langer alleen de schuldeisers de regels bepalen en de beslissingen nemen, gebaseerd op informatie en analyses die ze zelf hebben verzameld of opgesteld, maar ook andere beslissingsmechanismen zoals onafhankelijke organen en partnershipstructuren betrokken worden;

3.4. alle diplomatieke middelen aan te wenden om bij het IMF en de Wereldbank aan te dringen op een

tiques disponibles, un allégement de la dette qui constitue en soi un moyen de financement de celle-ci, si bien qu'on pourrait finalement décider de l'annuler totalement;

4. en ce qui concerne le secteur privé:

4.1. à œuvrer à l'élaboration d'un code de déontologie pour les banques qui octroient des prêts aux pays PPTE et à des pays du Sud qui remplissent certains critères bien précis, et auxquels un allégement de la dette peut dès lors être accordé;

4.2. à conclure, avec l'Association belge des banques, un accord en vertu duquel les banques assument aussi leur part dans l'allégement de la dette des pays PPTE et des pays du Sud qui, répondant à des critères bien définis, entrent en ligne de compte pour bénéficier de pareil allégement;

5. à faire rapport chaque année au Parlement sur ses activités en matière d'allégement de la dette des pays PPTE et des pays du Sud qui, répondant à des critères bien définis, entrent en ligne de compte pour pareil allégement, et à mentionner dans ce rapport, en particulier, les opérations d'annulation de la dette pour les prêts d'État à État et les assurances-crédit à l'exportation, ainsi que les points de vue sur la dette multilatérale que la Belgique a défendus au FMI et à la Banque mondiale.

2 août 2004.

schuldvermindering, die een middel tot financiering is en bijgevolg tot 100% schuldkwijtschelding kan leiden;

4. met betrekking tot de private sector:

4.1. te ijveren voor een *Code of Conduct* voor banken die leningen toestaan aan HIPC-landen en landen uit het Zuiden die volgens welbepaalde criteria in aanmerking komen voor een schuldvermindering;

4.2. een akkoord te sluiten met de Belgische Vereniging van banken waarbij ook de banken hun aandeel nemen in de schuldvermindering van de HIPC-landen en de landen uit het Zuiden die daarvoor volgens welbepaalde criteria in aanmerking komen;

5. jaarlijks aan het Parlement verslag uit te brengen over haar activiteiten inzake schuldverlichting voor de HIPC-landen en de landen uit het Zuiden die daarvoor volgens welbepaalde criteria in aanmerking komen, en in dat verslag in het bijzonder de operaties van schuldkwijtschelding voor leningen van staat tot staat en exportkredietverzekeringen te vermelden, alsook de standpunten over de multilaterale schuld die België bij het IMF en de Wereldbank heeft verdedigd.

2 augustus 2004.

Sabine de BETHUNE.
Etienne SCHOUPPE.
Luc VAN DEN BRANDE.